

France/Gouvernement Taubira jette l'éponge

AFP
Paris/France

La position de la ministre de la Justice – en désaccord avec la politique sécuritaire mise en œuvre par l'exécutif – était devenue intenable.

LE virage sécuritaire pris par l'exécutif français après les attentats de novembre a eu raison de sa ministre de la Justice : Christiane Taubira, icône de la gauche, a démissionné hier, en profond désaccord sur la réforme constitutionnelle voulue par François Hollande. Après des mois de tergiversations, sa démission annoncée par un communiqué de l'Élysée intervient le jour où le Premier ministre Manuel Valls présentait la dernière mouture de cette réforme qui inscrit dans la Constitution l'état d'urgence ainsi que la déchéance de nationalité pour les auteurs de crimes terroristes. "Parfois résister c'est rester, parfois résister c'est partir. Par fidélité à soi, à nous. Pour le dernier mot à l'éthique et au droit", a tweeté Mme Taubira, 63 ans, peu après sa démission, actée selon l'Élysée avant le départ de M. Hollande en Inde le week-end dernier. Affirmant quitter le gouvernement "sur un désac-

cord politique majeur", elle a ajouté, lors d'une conférence de presse, choisir "d'être fidèle à moi-même, à mes engagements, mes combats et mon rapport aux autres".

La ministre, une femme lettrée et grande oratrice, à la forte personnalité, a aussitôt été remplacée par Jean-Jacques Urvoas, un proche du Premier ministre Manuel Valls, spécialiste des questions de sécurité.

François Hollande a fait valoir la nécessité au gouvernement d'une "éthique collective et d'une cohérence forte", selon le porte-parole du gouvernement. **SORTIR DU GUEPIER.** La droite et l'extrême droite, dont la ministre de la Justice, originaire de Guyane, était la tête de turc depuis qu'elle a porté en 2013 la loi sur le mariage homosexuel, se sont réjouies de sa démission.

C'est "une bonne nouvelle pour la France", s'est félicitée la présidente du Front National Marine Le Pen, accusant Mme Taubira d'avoir "fortement dégradé" la "situation sécuritaire" de la France et "affaibli l'autorité de l'Etat" avec une politique pénale "laxiste".

"La démission de Christiane Taubira est logique, elle n'était plus en cohérence avec le gouvernement", a renchéri Hervé Mariton, député du parti Les Républicains (droite).



Photo : AFP

La ministre de la Justice Christiane Taubira a dit quitter le gouvernement sur "un désaccord politique majeur".

Mme Taubira, censée porter la réforme constitutionnelle, n'avait pas caché son opposition à l'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés Français (déjà possible pour les naturalisés) et à son inscription dans la Constitution.

Cette mesure avant tout symbolique annoncée par le président socialiste dès le 16 novembre devant le Parlement était réclamée par l'opposition, mais a fracturé la gauche, certains accusant l'exécutif d'introduire une différence de traitement entre citoyens, un sujet sensible en France où les binationaux sont évalués à 3,6 millions.

Les auteurs des attentats de 2015 en France avaient tous grandi en Europe et certains avaient la nationalité française. Mais la me-

sure n'aurait eu sur eux aucun effet : ils sont tous morts dans des attaques kamikazes ou ont été tués dans des affrontements avec la police.

Pour se sortir du guépier, Manuel Valls a annoncé hier que le projet de réforme de la Constitution ne contiendra "aucune référence" à la binationalité. Mais en dépit de cette subtilité d'écriture, cette sanction ne pourra concerner en pratique les Français sans autre nationalité, les conventions internationales interdisant de créer des apatrides.

EN PORTE-A-FAUX. Depuis plusieurs mois, Christiane Taubira était en porte-à-faux avec la politique de l'exécutif. A plusieurs reprises, elle a exprimé ses divergences, sur la loi sur le renseigne-

ment, sur l'inflexion économique libérale, sur "les mots de la droite" adoptés par la gauche en matière de sécurité... Mais elle est restée à son poste.

Les attentats de janvier et de novembre à Paris avaient isolé un peu plus encore la ministre dont le discours progressiste ne pouvait que détonner en période d'état d'urgence. Cette ancienne militante indépendantiste originaire de Guyane, descendante d'esclaves, d'une culture humaniste tranchant avec la formation technocratique de nombreux politiques français, a toujours opposé une sérénité inébranlable aux attaques. Elle a été l'objet de nombreux dérapages racistes à l'extrême droite et sur les réseaux sociaux.

Mais sa position au gouvernement était devenue intenable. D'autres figures de la "gauche de la gauche", comme Benoît Hamon, Arnaud Montebourg ou l'écologiste Cécile Duflot, sont partis depuis longtemps et son maintien commençait à entamer son image.

A l'Assemblée nationale, les députés de gauche ont ovationné debout l'ex-ministre en la remerciant pour les "combats emblématiques" menés ensemble. Certains élus de gauche ont déploré un nouveau "rétrécissement" de la majorité de gauche au pouvoir depuis 2012.

Nigeria/Violences

Au moins 13 morts dans des attentats-suicides à Chibok

AFP
Kano/Nigeria

TROIS kamikazes se sont fait exploser hier, tuant au moins 13 personnes, dans la ville de Chibok, dans le nord-est du Nigeria où le groupe islamiste Boko Haram a enlevé plus de 200 lycéennes en 2014, ont rapporté des responsables locaux. Les attentats, qui se sont produits vers midi (même heure au Gabon), visaient le marché qui se tenait ce jour-là, a déclaré à l'AFP un responsable, Ayuba Chibok. Dix personnes ont été

tuées sur les lieux des explosions, une autre est décédée alors qu'elle était transportée à l'hôpital et deux autres, une femme et un enfant, ont succombé à leurs blessures alors qu'elles étaient soignées, a indiqué Dazzban Buba, un travailleur social présent à l'hôpital de la ville. Trente autres personnes ont été blessées, dont 21 grièvement, alors que neuf ont pu quitter l'hôpital après avoir reçu des soins, a-t-il précisé. La plupart des victimes souffrent de brûlures et de fractures.

"Ce sont des attaques-suicides. Le premier (kamikaze) a actionné sa charge explosive à un barrage à l'entrée de la ville où les

gens étaient fouillés", a raconté Ayuba Chibok.

"Un deuxième a réussi à entrer sur le marché et s'est fait exploser", a-t-il ajouté.

"Un troisième a été identifié et poursuivi pas les habitants. Quand il a vu qu'il allait être arrêté, il a fait détoner ses explosifs dans une zone proche du marché".

Ce triple attentat a provoqué un sentiment de peur, a affirmé Ayuba Chibok, racontant que des habitants s'étaient cloîtrés chez eux alors que d'autres avaient fui la ville par peur d'autres explosions.

Le mode opératoire rappelle celui de Boko Haram, qui vise régulièrement des lieux rassemblant des ci-

vils comme les marchés, les mosquées et les gares routières, ainsi que des barrages civils et militaires, les bombes étant actionnées à quelques minutes d'intervalle.

La ville avait déjà été la cible du groupe jihadiste, qui avait attaqué une école de jeunes filles en avril 2014 et enlevé 276 d'entre elles, dont 219 restent prisonnières et sont apparues pour la dernière fois dans une vidéo diffusée en mai. Cet enlèvement de masse avait soulevé une vague d'indignation mondiale. En novembre, Boko Haram avait pris pendant quelques jours le contrôle de la ville avant d'en être chassé par l'armée.

Boko Haram a subi des revers sur le terrain dans le nord-est du Nigeria depuis une contre-offensive lancée en septembre par l'armée nigériane et ses alliés régionaux. Le groupe multiplie toutefois les attentats contre les civils et vise aussi les zones frontalières au Cameroun et au Tchad. Au moins 32 personnes ont été tuées lundi dans trois attentats suicides sur le marché d'un village de l'Extrême-Nord du Cameroun. C'était le troisième attentat dans cette région depuis le début de l'année attribué à Boko Haram, qui a également frappé trois fois au Nigeria depuis le début de l'année, tuant quinze personnes.

C'est arrivé...

Le musée du Capitole cache ses Vénus au président iranien

LORS de sa visite au musée du Capitole de Rome lundi soir, le président iranien Hassan Rohani n'aura vu aucune des statues dénudées, cachées par des paravents, un choix qui provoque la polémique dans la péninsule. Selon le quotidien Corriere della Sera citant des sources au sein de la délégation iranienne, les Vénus et autres nus n'ont pas obtenu l'aval

d'une inspection préalable, et la mairie de Rome a accepté de les dissimuler. En accueillant son hôte lundi dans ce site prestigieux, où de nombreux accords portant sur des milliards de dollars ont été signés, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi avait mis l'accent sur la richesse historique des deux pays, assurant qu'ils avaient en commun d'être

"deux superpuissances de la beauté et de la culture".

Et en plus d'avoir couvert ses statues, l'Italie a aussi accepté de bannir le vin de son protocole, le temps d'un déjeuner avec le président de la République, Sergio Matherella, et d'un dîner avec M. Renzi.

... à Rome (Italie)

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Attentat. La piste de trois assaillants se confirme**

L'attaque jihadiste qui a fait 30 morts le 15 janvier à Ouagadougou a bien été menée par "trois assaillants", tous tués le 16 au matin, selon les premiers éléments de l'enquête, a déclaré hier la procureure burkinabè.

• **Centrafrique/Présidentielle. Le 2e tour reporté sine die**



Photo : AFP

Le second tour de la présidentielle en Centrafrique, prévu dimanche, va être reporté à une date qui sera prochainement annoncée en raison de problèmes organisationnels, a déclaré hier un responsable de l'Autorité nationale des élections (ANE).

• **Libye/Politique. L'Onu fait part de sa préoccupation**

Le chef de la mission de l'ONU en Libye s'est inquiété mercredi d'un processus politique "plus lent que l'expansion militaire" du groupe Etat islamique, après le rejet en l'état du gouvernement d'union nationale par le Parlement de Tobrouk.

• **Mauritanie-Mali/Enlèvement. Signé Aqmi**

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué l'enlèvement d'une Suissesse le 7 janvier dans le nord-ouest du Mali et réclamé pour la relâcher l'élargissement de détenus jihadistes. Béatrice Stockly est apparue sur une vidéo reçue mardi soir par l'agence mauritanienne Al-Akhbar trois semaines après son enlèvement à Tombouctou.

A travers le monde

• **Géorgie-Russie/Justice. La CPI ouvre une enquête sur la guerre de 2008**

La procureure de la Cour pénale internationale va mener sa première enquête en dehors d'Afrique, les juges l'ayant autorisée hier à se pencher sur la guerre d'août 2008 ayant opposé Géorgie et Russie en Ossétie du Sud.

• **Israël/Conflit. Ban Ki-moon persiste et signe**

Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon rejette les déclarations d'Israël l'accusant de promouvoir le terrorisme et continue de penser que "rien, absolument rien, ne peut justifier le terrorisme", a affirmé hier son porte-parole.

• **Syrie/Conflit. L'opposition débat de sa participation à Genève**

Des groupes clés de l'opposition syrienne devaient se prononcer hier sur leur participation aux pourparlers de paix à Genève, qui pourraient être remis en cause par la présence d'autres opposants notamment Kurdes.